

2° à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 3, les mots « de 18,59 euros, 59,49 euros, 80,56 euros et 85,52 euros » sont remplacés par les mots « de 28,20 euros, 69,10 euros, 90,17 euros et 95,13 euros »;

3° à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 4, les mots « s'élève à 111,55 euros minimum » sont remplacés par les mots « s'élève à 107,09 euros minimum »;

4° à l'article 1^{er}, § 2, les mots « avec un minimum de 86,76 euros » sont remplacés par « avec un minimum de 83,29 euros ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2005.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

2° in artikel 1, § 1, derde lid, worden de woorden « verhoogd met 18,59 euro, 59,49 euro, 80,56 euro en 85,52 euro » vervangen door de woorden « verhoogd met 28,20 euro, 69,10 euro, 90,17 euro en 95,13 euro »;

3° in artikel 1, § 1, vierde lid, worden de woorden « bedraagt minimum 111,55 euro » vervangen door de woorden « bedraagt minimum 107,09 euro »;

4° in artikel 1, § 2, worden de woorden « met een minimum van 86,76 euro » vervangen door de woorden « met een minimum van 83,29 euro ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2005.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1510

[2005/201604]

9 JUIN 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cabinets des ministres du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} juin 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des cabinets ministériels du Gouvernement wallon;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Section 1^{re}. — Attributions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les attributions des cabinets des ministres sont fixées comme suit : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires, les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des ministres, la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du ministre, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

§ 2. Au moins une fois par mois, il y aura concertation entre le cabinet ministériel et les responsables de l'administration, des pararégionaux et autres organismes publics concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

§ 3. Un règlement d'ordre intérieur détermine et harmonise l'ensemble des règles en vigueur dans le cabinet ministériel. Il s'applique à tous les membres du personnel du cabinet.

Section 2. — Composition

Art. 2. § 1^{er}. Le cabinet d'un ministre peut comporter 48,5 membres du personnel, 65,5 pour un vice-président et 82 pour le Ministre-Président, dont dix membres de niveau 1, à savoir :

- un chef de cabinet;
- deux chefs de cabinet adjoints;
- quatre conseillers;
- trois attachés.

Un secrétaire de cabinet peut être désigné parmi ceux-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

- le cabinet d'un vice-président peut comporter en supplément un chef de cabinet, un conseiller et deux attachés;
- le cabinet du Ministre-Président peut comporter en supplément un chef de cabinet, deux chefs de cabinet adjoints, deux conseillers et deux attachés.

Dans les limites des crédits budgétaires autorisés, le nombre d'agents de niveau 1 peut être majoré de maximum 4 membres pour un ministre, 5 pour un vice-président et 7 pour le Ministre-Président moyennant compensation à due concurrence du nombre d'agents d'exécution.

Information en est donnée au Ministre-Président et au service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets visé à l'article 7 du présent arrêté.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum de membres puisse être dépassé.

§ 3. Le cabinet d'un ministre peut comporter 5 chauffeurs, 7 pour le cabinet d'un vice-président et 8 pour le cabinet du Ministre-Président.

§ 4. Chaque ministre peut transférer un ou plusieurs membres du personnel de son cabinet vers un cabinet d'un autre ministre et les moyens budgétaires y afférents. Copie de l'arrêté de transfert est communiquée au Ministre-Président et au service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets visé à l'article 7 du présent arrêté.

§ 5. De plus, lorsque l'entretien de tous les locaux du cabinet n'est pas confié à une firme privée, dans les limites budgétaires allouées au cabinet, des agents chargés du nettoyage peuvent être recrutés en dehors du cadre autorisé, à raison d'un agent par dix locaux.

§ 6. Le nombre d'agents d'exécution bénéficiant d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement dans une échelle barémique dans le niveau 2+ est limité à 4 membres pour un ministre, 5 pour un vice-président et 7 pour le Ministre-Président.

§ 7. Un membre du personnel peut être employé au domicile privé du ministre.

Art. 3. Un secrétaire particulier et un comptable extraordinaire peuvent être désignés parmi les membres de niveau 1 ou les agents d'exécution du cabinet.

Art. 4. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque cabinet, il peut y avoir en-dehors du cadre autorisé, un maximum de 12 hommes mois, par an, répartis sur un ou plusieurs experts.

Ce nombre est porté à 18 hommes mois, par an, pour les vice-présidents et à 24 hommes mois, par an, pour le Ministre-Président.

Il ne peut être dérogé à ces nombres sauf accord du Ministre-Président.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque cabinet, il peut être procédé à l'engagement d'étudiants à raison de maximum un équivalent temps plein/an pendant la période s'étendant du 1^{er} juillet au 30 septembre.

La rémunération des étudiants est fixée :

- dans l'échelle D3 (0 année d'ancienneté) pour les titulaires, lors de leur entrée en fonction, du certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un diplôme assimilé;
- dans l'échelle C3 (0 année d'ancienneté) pour les titulaires, lors de leur entrée en fonction, du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme assimilé.

Le nombre d'étudiants pouvant bénéficier de l'échelle C3 est limité à 50 % maximum du nombre total des étudiants pouvant être recrutés durant la période de référence.

Art. 5. § 1^{er}. Les membres du personnel des services du Gouvernement et plus généralement de tout service public, appelés à être détachés à temps plein dans un cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, les attributions.

§ 2. En cas d'absence pour raison médicale de plus de trente jours d'un membre du personnel du cabinet, le Gouvernement wallon ou le ministre concerné peut pourvoir à son remplacement pour la durée de son absence.

§ 3. Les membres du personnel des cabinets ne peuvent exercer une activité commerciale ou un autre emploi rémunéré sans l'accord préalable du ministre concerné.

Art. 6. § 1^{er}. La cellule permanente dénommée "Secrétariat du Gouvernement", qui fonctionne de manière autonome des cabinets ministériels, est placée sous l'autorité du Gouvernement. Le Ministre-Président en assure la gestion journalière.

§ 2. Le secrétariat du Gouvernement est composé de 11 membres, dont :

- le secrétaire du Gouvernement avec rang de chef de cabinet dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par un des chefs de cabinet du Ministre-Président;
- 2 conseillers;
- 8 agents d'exécution, dont 3 peuvent bénéficier d'une échelle barémique dans le niveau 2+.

Les membres du secrétariat du Gouvernement sont désignés par le Ministre-Président.

§ 3. Les missions essentielles du secrétariat du Gouvernement sont les suivantes :

- le secrétariat du Gouvernement;
- la préparation des réunions du Gouvernement, notamment l'élaboration de l'ordre du jour et la diffusion des documents;
- la transmission des notifications définitives;
- la transmission des décisions du Gouvernement vis-à-vis :
 - * du Parlement wallon;
 - * des cabinets régionaux et de l'administration;
 - * des autres niveaux de pouvoir, y compris l'Etat fédéral;
- l'organisation du protocole et des relations publiques du Gouvernement;
- la diffusion des décisions du Gouvernement.

Art. 7. Le service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets est placé sous l'autorité du Gouvernement wallon. Le Ministre-Président en assure la gestion journalière. Ce service est composé de 12 membres désignés par le Gouvernement, étant :

- un conseiller, responsable du service;
- un conseiller;
- 10 agents d'exécution dont 4 au maximum peuvent bénéficier d'une allocation tenant lieu de traitement fixée dans une échelle barémique dans le niveau 2+.

Un comptable ordinaire et un comptable extraordinaire sont désignés parmi le personnel visé à l'alinéa 1^{er}. Les allocations et indemnités dont ils bénéficient sont identiques à celles allouées aux comptables extraordinaires des cabinets.

Dans les limites des crédits budgétaires alloués au service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets, le Gouvernement peut désigner, en-dehors du cadre autorisé, un maximum de 6 hommes mois, par an, répartis sur un ou plusieurs experts.

Le service visé à l'alinéa 1^{er} est chargé de :

- l'administration salariale des traitements, allocations et indemnités des membres du personnel des cabinets ministériels;
- l'archivage des dossiers du personnel des cabinets ministériels;
- la tenue de la documentation relative à la réglementation en matière de gestion administrative et pécuniaire des membres du personnel des cabinets ministériels;
- toute autre mission lui confiée par le Gouvernement wallon.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement met à la disposition de chaque membre du Gouvernement sortant de charge et n'exerçant plus de fonctions ministérielles un conseiller et un agent d'exécution pour une période prenant cours à la date de sa démission, calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par l'intéressé, sans pouvoir être inférieure à un an et supérieure à cinq ans. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou plusieurs Gouvernements.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puissent être dépassés.

Section 3. — Nominations et fonctionnement

Art. 9. Le chef de cabinet est nommé et démissionné par le Gouvernement. Les autres membres du personnel du cabinet sont nommés par le ministre concerné.

Art. 10. Le chef de cabinet communique les instructions et les ordres de service du ministre ainsi que les dossiers qui concernent tout le ministère au secrétaire général; il en est de même des dossiers qui relèvent des attributions des Divisions placées sous son autorité directe.

Les dossiers relatifs à des affaires propres à certains services sont transmis directement au Directeur général ou au fonctionnaire compétent.

A l'exception du secrétaire de cabinet ou de l'ordonnateur délégué pour l'exercice de leurs compétences fonctionnelles, les membres du personnel du cabinet ne peuvent traiter avec l'administration que par l'intermédiaire du chef de cabinet ou avec son autorisation.

Section 4. — Allocations et indemnités

Art. 11. Sans préjudice de l'article 12, il est alloué aux membres de niveau 1 des cabinets qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement, ou plus généralement de tout service public, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des ministères :

- chef de cabinet : échelle A2;
- chef de cabinet adjoint : échelle A3;
- conseiller et secrétaire de cabinet : échelle A4;
- attaché : échelle A5 ou A6;
- expert : dans une des échelles applicables au personnel des services du Gouvernement.

Les agents d'exécution des cabinets et le personnel de nettoyage, qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement ou de tout autre service public, bénéficient d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée, en régime organique, au grade du personnel des services du Gouvernement correspondant à la fonction exercée, augmentée d'un supplément d'allocation de 2.381,99 euros.

Les membres du personnel visés au présent article bénéficient des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle leur allocation de cabinet tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire promérite pouvant leur être accordée est calculée suivant les mêmes règles que celles établies pour le calcul des services admissibles du personnel des services du Gouvernement wallon.

Le secrétaire particulier désigné parmi les agents d'exécution bénéficie d'un supplément d'allocation de cabinet de 4.423,69 euros.

Le comptable extraordinaire désigné parmi les agents d'exécution bénéficie d'un supplément d'allocation de cabinet de 3.402,84 euros.

Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au cabinet, le ministre peut majorer les allocations de cabinet tenant lieu de traitement dont question au présent article.

Art. 12. Il est accordé aux membres du personnel des services du Gouvernement détachés dans les cabinets une allocation de cabinet aux montants annuels suivants :

- chef de cabinet : 8.507,09 euros;
- chef de cabinet adjoint : 6.465,39 euros;
- conseiller et secrétaire de cabinet : 5.784,82 euros;
- secrétaire particulier : 4.423,69 euros;
- attaché et comptable extraordinaire : 3.402,84 euros;
- agent d'exécution et personnel de nettoyage : 2.381,99 euros.

Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au cabinet, le ministre peut majorer ces allocations.

Art. 13. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci.

Art. 14. § 1^{er}. La situation pécuniaire des membres du personnel du cabinet qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à un organisme, un groupement ou à une association subventionnés par la Communauté française, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet, éventuellement majorée, prévue à l'article 12; lorsque l'employeur réclame le traitement, le ministre intéressé rembourse au service d'origine la rétribution du membre du personnel des cabinets, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculés conformément aux dispositions applicables à ce membre dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales;

2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 11.

Cette allocation ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, augmentée de l'allocation de cabinet, éventuellement majorée, que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1^o lui seraient applicables.

§ 2. Le nombre de membres du personnel de cabinet dont le traitement reste à la charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Région wallonne, est limité à 3 pour un ministre, 4 pour un vice-président et 5 pour le Ministre-Président.

Art. 15. Il est accordé aux chauffeurs des cabinets des ministres :

- 1^o une allocation forfaitaire mensuelle de 272,22 euros;
- 2^o une indemnité forfaitaire d'un montant de 2.478,20 euros par an;
- 3^o une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée de 49,58 euros.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 476,38 euros pour le chauffeur personnel du ministre, le supplément de 204,17 euros couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du ministre.

Le ministre peut, d'après les prestations accomplies, modifier l'attribution de ce supplément et en opérer la répartition entre plusieurs chauffeurs du cabinet.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 374,30 euros pour le chauffeur du chef de cabinet.

Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au cabinet, le ministre peut majorer les allocations forfaitaires mensuelles précitées.

Le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 11 et 12 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

Art. 16. Il est accordé au personnel préposé à l'accueil du cabinet une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée de 24,79 euros.

Art. 17. Les membres du personnel du cabinet bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année et de toute autre allocation et indemnité aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Section 5. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités

Art. 18. Les indemnités et allocations prévues aux articles 11, 12, 15 et 22 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12^e du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 19. Les indemnités et allocations prévues aux articles 11, 12, 15, 16, 17 et 22 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Section 6. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

Art. 20. Le régime juridique des membres du personnel visés à l'article 11 et des experts visés aux articles 4 et 7 est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

Art. 21. Les dispositions réglementaires en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels des Services du Gouvernement wallon sont applicables aux membres du personnel des cabinets ministériels du Gouvernement, à l'exception :

- des congés exceptionnels octroyés pour accomplir un stage dans un service public;
- de la mise en disponibilité pour convenances personnelles;
- du congé pour mission;
- du congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception des congés pour donner des soins palliatifs qui peuvent être octroyés pour une durée d'un mois, éventuellement renouvelables pour un mois;
- de la semaine volontaire de quatre jours;
- du départ anticipé à mi-temps,

qui ne sont pas applicables aux membres du personnel visés à l'article 11 et aux experts visés aux articles 4 et 7.

Section 7. — Frais divers, utilisation de voiture

Art. 22. § 1^{er}. Les dispositions prévues pour les membres du personnel des services du Gouvernement wallon et organismes d'intérêt public soumis au Code de la Fonction publique wallonne en matière de frais de séjour, de frais de parcours résultant de déplacement pour les besoins du service et d'utilisation des moyens de transport en commun sont applicables aux membres du personnel des cabinets.

§ 2. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres du personnel des cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit : le chef de cabinet est assimilé aux fonctionnaires des rangs A2 à A1; le chef de cabinet adjoint est assimilé aux fonctionnaires de rang A3; les conseillers et le secrétaire de cabinet, aux fonctionnaires des rangs A4; le secrétaire particulier et les attachés aux fonctionnaires des rangs A5 et A6; le personnel affecté aux travaux d'exécution et le personnel chargé du nettoyage au personnel des services du Gouvernement exerçant des fonctions correspondantes. Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres du personnel des cabinets visés aux articles 12 et 14 du présent arrêté.

§ 3. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux membres du personnel des cabinets, en remplacement des chèques-repas. Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

- chef de cabinet et chef de cabinet adjoint : 1.812,45 euros;
- conseiller et secrétaire de cabinet : 1.585,98 euros;
- attaché, secrétaire particulier et comptable : 1.359,48 euros;
- personnel d'exécution : 906,33 euros.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier.

§ 4. Les membres du personnel des services publics qui font partie d'un cabinet ministériel et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation du cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu au cabinet. Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 5. Dans les limites fixées par les dispositions de l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel, les membres du personnel des cabinets ministériels peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation.

Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

Art. 23. § 1^{er}. Le chef de cabinet est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement wallon et organismes d'intérêt public soumis au Code de la Fonction publique wallonne.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires du cabinet, le ministre fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de son cabinet qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues par le même Code de la Fonction publique wallonne. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12 000 km par an par bénéficiaire. Le remboursement ne peut intervenir que sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant les déplacements effectués pour les besoins du service.

§ 3. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service sont réglées par une circulaire du Ministre-Président.

Art. 24. § 1^{er}. Les frais de téléphone, de télécopie et d'Internet du ministre sont pris en charge par le budget du cabinet, sur la base de pièces justificatives.

§ 2. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communications des membres du personnel du cabinet peuvent être portés à charge du cabinet.

§ 3. Les modalités d'intervention dans les frais de communications de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet sont réglées par une circulaire du Ministre-Président.

Section 8. — Fin de fonctions et indemnités de départ

Art. 25. § 1^{er}. Le ministre peut accorder, suivant les conditions reprises ci-après, une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'action sociale ne sont pas considérés comme revenus de remplacement.

En ce qui concerne les chefs de cabinet, l'indemnité de départ peut être octroyée par le Gouvernement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1 du présent article, le temps passé dans un cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un cabinet ministériel.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. Sans préjudice du § 1^{er}, la condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un cabinet dont les seuls revenus sont constitués de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au cabinet, d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de centre public d'action sociale ou qui, soit sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans le secteur privé ou dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité. L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2.1 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes dans le secteur public ou privé ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel au sein d'un cabinet et, de toute manière, des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement, en ce compris le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, augmentée du supplément d'allocation visé à l'article 11 ou des allocations forfaitaires mensuelles dont question à l'article 15 et, s'il échet, de l'allocation de foyer ou de résidence, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercée pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations du bénéficiaire entrant en ligne de compte pour le calcul de ladite allocation de cabinet.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 26. § 1^{er}. A la fin de leur désignation, les membres du personnel du cabinet visés aux articles 12 et 14 du présent arrêté qui quittent le cabinet bénéficient d'un congé de fin de cabinet fixé à concurrence d'un jour ouvrable par mois de détachement avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables, à octroyer par l'autorité fonctionnelle dont relèvent ces derniers sur sollicitation du ministre qui leur a accordé démission de leurs fonctions.

§ 2. L'allocation compensatoire visée à l'article 373, § 2, du Code de la Fonction publique wallonne est octroyée aux membres du personnel des cabinets visés aux articles 4 et 7 du présent arrêté, qui n'exercent pas leurs fonctions en cumul avec une autre activité professionnelle, et à l'article 11 qui cessent définitivement leurs fonctions au sein d'un cabinet ministériel et qui ne bénéficient pas de l'allocation forfaitaire de départ prévue à l'article 25.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre à considération est celui qui est dû pour des prestations complètes en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence ainsi que, s'il échet, le montant de la majoration de l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement et les suppléments d'allocation visés à l'article 11 ou les allocations forfaitaires mensuelles visées à l'article 15 du présent arrêté.

§ 3. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les cabinets sont transférés au Service d'assistance en matière administrative et pécuniaire visé à l'article 7 du présent arrêté, lequel est chargé d'en assurer la gestion administrative et pécuniaire.

Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel du cabinet.

Section 9. — Plafond global des moyens de subsistance

Art. 27. § 1^{er}. Le plafond global des moyens de subsistance afférents aux rémunérations du personnel du cabinet et autres frais liés au fonctionnement et aux investissements du cabinet est fixé à € 53.000 an par membre du personnel visé au présent arrêté. A partir de 2006, ce plafond sera lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation et sera adapté en fonction des évolutions barémiques du personnel des cabinets.

§ 2. L'achat de mobilier ainsi que l'acquisition et l'inventaire des œuvres d'art sont réglés par circulaires du Ministre-Président.

§ 3. Pour tout achat supérieur à € 16.000 (hors T.V.A.), l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis. La notification des marchés au-delà du montant prévu à l'article 15, § 1^{er}, 3^e alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au contrôle administratif et budgétaire, devra être communiquée mensuellement à l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président.

§ 4. L'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis avant toute souscription d'un crédit-bail avec levée d'option d'achat.

Section 10. — Titres honorifiques

Art. 28. Le chef de cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Pour le calcul des deux années, le Gouvernement peut tenir compte de la durée des prestations que le chef de cabinet a effectuées auprès d'un Gouvernement d'un autre pouvoir à la condition qu'il n'y ait pas de rupture de continuité.

Section 11. — Fin de cabinet

Art. 29. § 1^{er}. A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit pourra être maintenue en service dans chacun des cabinets ministériels jusqu'à la remise de l'inventaire et la reddition des comptes (1 mois maximum) :

- le secrétaire de cabinet ou l'ordonnateur délégué;
- le comptable extraordinaire;
- le correspondant informatique ou un membre du personnel d'exécution;
- un chauffeur.

§ 2. Il est précisé que :

- l'ordonnateur délégué garde ses prérogatives pendant cette période pour toutes les dépenses engagées antérieurement à la modification ministérielle;

- un véhicule de cabinet reste affecté à cette cellule;

- les arrêtés de fin de fonctions des membres de la cellule précitée, y compris l'octroi d'allocations forfaitaires de départ, seront signés par le ministre entrant;

- la démission des autres membres du personnel du cabinet interviendra, au plus tard, au moment de la prestation de serment du nouveau membre ou des nouveaux membres du Gouvernement, à l'intervention du ministre sortant de charge.

§ 3. Les modalités de reprise-remise à établir entre les cabinets ministériels en fin de législature ou en cas de remaniement ministériel sont fixées par voie de circulaire du Ministre-Président.

§ 4. Les services du Gouvernement sont chargés de dresser l'état des lieux, en qualité de conseillers techniques, et de surveiller les travaux à effectuer dans les locaux occupés par les cabinets ministériels.

Section 12. — Contrôle

Art. 30. Le secrétaire du Gouvernement est chargé du contrôle de la composition des cabinets ministériels. Les cabinets concernés enverront une copie conforme de chaque arrêté dûment daté concernant les membres de leur personnel au service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets, chargé de requérir le visa du secrétaire du Gouvernement. Celui-ci visera et estampillera les arrêtés et les retournera au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, pourra procéder à la liquidation des rémunérations.

Section 13. — Du personnel des services du Gouvernement appelé à faire partie du cabinet d'un membre du Gouvernement d'un autre pouvoir

Art. 31. Les membres du personnel des services du Gouvernement peuvent faire partie du cabinet d'un membre du Gouvernement d'un autre pouvoir moyennant l'autorisation préalable du Ministre de la Fonction publique et l'avis du ministre fonctionnellement compétent.

L'autorisation est soumise à la condition que le Roi ait pris un règlement déterminant les modalités de remboursement de la rémunération des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} appelés à faire partie du cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral.

Art. 32. La rémunération des membres du personnel visés à l'article 31, alinéa 1^{er}, est payée par les services du Gouvernement.

Le remboursement de la rémunération est effectué à la Trésorerie sur la base d'un relevé trimestriel adressé au membre du Gouvernement du pouvoir concerné par les services du Gouvernement.

La demande de remboursement est faite au début de chaque trimestre pour le trimestre précédent.

La rémunération des membres du personnel des services du Gouvernement détachés dans un cabinet d'un membre du Gouvernement de la Communauté française ne donne pas lieu à remboursement.

Art. 33. L'article 5, § 1^{er}, est applicable aux membres du personnel des services du Gouvernement détachés auprès du cabinet d'un membre du Gouvernement d'un autre pouvoir.

Section 14. — Dispositions finales

Art. 34. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon est abrogé.

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2005.

Art. 36. Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 9 juin 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé et de l'Action sociale,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1510

[2005/201604]

**9. JUNI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 2004 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 1. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Juni 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Unerlässlichkeit, die Kontinuität der Tätigkeiten der ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung sicherzustellen;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Abschnitt 1 — Zuständigkeiten

Artikel 1 - § 1 - Die Zuständigkeiten der Kabinette der Minister werden folgendermaßen festgelegt: die Angelegenheiten, welche die allgemeine Politik der Regierung oder die parlamentarischen Arbeiten beeinflussen können, die Untersuchungen und Studien, durch welche die persönliche Arbeit der Minister erleichtert werden kann, das Vorlegen der Verwaltungsakten, eventuell das Sekretariat des Ministers, der Empfang und das Öffnen seiner privaten Post, seine besondere Korrespondenz, die Anträge auf Audienz, die Presseschau.

§ 2 - Mindestens einmal im Monat findet eine Konzertierung zwischen dem ministeriellen Kabinett und den Verantwortlichen der Verwaltung, der pararegionalen und sonstigen öffentlichen Einrichtungen statt, was die Vorbereitung und Durchführung der politischen Richtlinien betrifft.

§ 3 - Durch eine allgemeine Dienstordnung werden die gesamten Regeln, die im ministeriellen Kabinett gelten, festgelegt und aufeinander abgestimmt. Diese allgemeine Dienstordnung ist auf alle Personalmitglieder des Kabinetts anwendbar.

Abschnitt 2 — Zusammensetzung

Art. 2 - § 1 - Das Kabinett eines Ministers kann sich aus 48,5 Mitgliedern, 65,5 Mitgliedern für einen Vizepräsidenten und 82 Mitgliedern für den Minister-Präsidenten zusammensetzen, worunter zehn Mitgliedern der Stufe 1, nämlich:

- einem Kabinettschef;
- zwei beigeordneten Kabinettschefs;
- vier Beratern;
- drei Attachés.

Ein Kabinettssekretär kann unter ihnen bezeichnet werden.

In Abweichung von Absatz 1:

- kann sich das Kabinett eines Vizepräsidenten aus einem zusätzlichen Kabinettschef, einem zusätzlichen Berater und zwei zusätzlichen Attachés zusammensetzen;

- kann sich das Kabinett eines Minister-Präsidenten aus einem zusätzlichen Kabinettschef, zwei zusätzlichen beigeordneten Kabinettschefs, zwei zusätzlichen Beratern und zwei zusätzlichen Attachés zusammensetzen.

Im Rahmen der genehmigten Haushaltsmittel kann die Anzahl der Bediensteten der Stufe 1 um höchstens 4 Mitglieder für einen Minister, 5 Mitglieder für einen Vizepräsidenten und 7 Mitglieder für den Minister-Präsidenten erhöht werden, vorbehaltlich eines entsprechenden Ausgleichs der Anzahl der ausführenden Bediensteten.

Der Minister-Präsident und die in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnte ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SePAC) werden darüber informiert.

§ 2 - Die Aufteilung der in § 1 festgelegten Ämter kann lediglich mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten geändert werden, ohne dass die höchstzulässige Anzahl der Mitglieder überschritten werden darf.

§ 3 - Das Kabinett eines Ministers kann 5 Fahrer, das Kabinett eines Vizepräsidenten kann 7 Fahrer und das Kabinett des Minister-Präsidenten kann 8 Fahrer umfassen.

§ 4 - Jeder Minister kann ein bzw. mehrere Personalmitglieder seines Kabinetts auf ein Kabinett eines anderen Ministers und die damit verbundenen Haushaltsmittel übertragen. Abschrift des Übertragungserlasses wird dem Minister-Präsidenten und der in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SePAC) übermittelt.

§ 5 - Wenn die Reinigung der gesamten Räume des Kabinetts nicht einer Privatfirma anvertraut ist, können außerdem außerhalb des zugelassenen Stellenplans mit der Reinigung beauftragte Bedienstete angeworben werden. Die Anzahl dieser Bediensteten beträgt höchstens eine Person für jeweils zehn Räume.

§ 6 - Die Anzahl der ausführenden Bediensteten, die eine das Gehalt in der Gehaltstabelle der Stufe 2+ ersetzende Kabinettszuwendung beziehen, wird auf 4 für einen Minister, 5 für einen Vizepräsidenten und 7 für den Minister-Präsidenten beschränkt.

§ 7 - Ein Personalmitglied kann in dem privaten Wohnsitz des Ministers angestellt werden.

Art. 3 - Ein Privatsekretär und ein außerordentlicher Rechnungsführer können unter den Personalmitgliedern der Stufe 1 oder unter den ausführenden Bediensteten des Kabinetts bezeichnet werden.

Art. 4 - § 1 - Im Rahmen der Haushaltsmittel eines jeden Kabinetts können außerhalb des zugelassenen Stellenplans höchstens zwölf, auf einen oder mehrere Sachverständige verteilte Monatspersonen pro Jahr beschäftigt werden.

Für die Vize-Präsidenten wird die Anzahl der Monatspersonen pro Jahr auf 18 und für den Minister-Präsidenten auf 24 Monatspersonen pro Jahr erhöht.

Von diesen Anzahlen kann nur mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten abgewichen werden.

§ 2 - Im Rahmen der Haushaltsmittel eines jeden Kabinetts können während des Zeitraums vom 1. Juli zum 30. September Studenten eingestellt werden, wobei die Höchstzahl 1 Vollzeitäquivalent/Jahr beträgt.

Die Entlohnung der Studenten liegt:

- in der Gehaltstabelle D3 (0 Jahre Dienstalder) für diejenigen, die bei ihrem Dienstantritt über das Zeugnis der unteren Sekundarstufe oder ein gleichwertiges Diplom verfügen;

- in der Gehaltstabelle C3 (0 Jahre Dienstalder) für diejenigen, die bei ihrem Dienstantritt über das Zeugnis der oberen Sekundarstufe oder ein gleichwertiges Diplom verfügen.

Die Anzahl Studenten, die auf die Gehaltstabelle C3 Anspruch haben, ist auf höchstens 50% der Gesamtanzahl Studenten beschränkt, die während des Bezugszeitraums eingestellt werden können.

Art. 5 - § 1 - Die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung und generell einer jeden öffentlichen Dienststelle, die dazu aufgerufen werden, einem Kabinett für eine ganztägige Beschäftigung anzugehören, können weder an ihrem Arbeitsplatz im Amt bleiben, noch weiterhin in dessen Zuständigkeiten diensttuend sein, sei es auch als Teilzeitbeschäftigung.

§ 2 - Im Falle einer Abwesenheit wegen Krankheit eines Personalmitglieds des Kabinetts, die mehr als dreißig Tage dauert, ist die Wallonische Regierung oder der betroffene Minister berechtigt, ihn für die Dauer der Abwesenheit zu ersetzen.

§ 3 - Die Personalmitglieder der Kabinette dürfen ohne die vorherige Genehmigung des betreffenden Ministers keine kommerzielle Tätigkeit oder sonstige entlohnte Arbeit ausüben.

Art. 6 - § 1 - Die "Sekretariat der Regierung" genannte ständige Zelle, die unabhängig von den ministeriellen Kabinetten arbeitet, wird unter die Aufsicht der Regierung gestellt. Der Minister-Präsident nimmt ihre tägliche Verwaltung wahr.

§ 2 - Das Sekretariat der Regierung besteht aus 11 Mitgliedern, von denen:

- der Sekretär der Regierung mit dem Dienstrang eines Kabinettschefs, in der Annahme, dass das Amt nicht durch einen der Kabinettschefs des Minister-Präsidenten ausgeübt wird;
- 2 Berater;
- 8 ausführende Bedienstete, von denen drei auf eine Gehaltstabelle der Stufe 2+ Anspruch nehmen können.

Die Mitglieder des Sekretariats der Regierung werden vom Minister-Präsidenten bezeichnet.

§ 3 - Die wesentlichen Aufgaben des Sekretariats der Regierung sind die folgenden:

- das Sekretariat der Regierung;
- die Vorbereitung der Versammlungen der Regierung, insbesondere die Aufstellung der Tagesordnung und die Verbreitung der Dokumente;
- die Übermittlung der endgültigen Notifizierungen;
- die Übermittlung der Beschlüsse der Regierung an:
 - * das Wallonische Parlament;
 - * die regionalen Kabinette und die Verwaltung;
 - * die anderen Ebenen der Machtausübung, einschließlich des Föderalstaats;
- die Organisation des Protokolls und der Öffentlichkeitsarbeit der Regierung;
- die Verbreitung der Beschlüsse der Regierung.

Art. 7 - Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SePAC) wird der Wallonischen Regierung unterstellt. Der Minister-Präsident nimmt ihre tägliche Verwaltung wahr. Diese Dienststelle besteht aus 12 Mitgliedern, die durch die Regierung bezeichnet werden und die Folgende sind:

- ein Berater, Verantwortlicher der Dienststelle;
- ein Berater;
- 10 ausführende Bedienstete, von denen höchstens 4 auf eine das Gehalt ersetzende Zuwendung, die in einer Gehaltstabelle in der Stufe 2+ festgelegt wird, Anspruch nehmen können.

Ein ordentlicher Rechnungsführer und ein außerordentlicher Rechnungsführer werden unter dem in Absatz 1 erwähnten Personal bezeichnet. Die Zuwendungen und Vergütungen, auf die sie Anspruch haben, sind identisch mit denjenigen, die den außerordentlichen Rechnungsführern der Kabinette gewährt werden.

Im Rahmen der der ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SePAC) gewährten Haushaltsmittel kann die Regierung außerhalb des zugelassenen Stellenplans höchstens 6, auf einen oder mehrere Sachverständige verteilte Monatspersonen pro Jahr beschäftigt werden, bezeichnen.

Die im ersten Absatz erwähnte Dienststelle wird mit dem Folgenden beauftragt:

- die finanzielle Verwaltung der Gehälter, Zuwendungen und Vergütungen der Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette;
- die Archivierung der Akten des Personals der ministeriellen Kabinette;
- die Führung einer Dokumentation über die Regelung im Bereich der administrativen und finanziellen Verwaltung der Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette;
- jede andere ihr von der Wallonischen Regierung anvertraute Aufgabe.

Art. 8 - § 1 - Die Regierung stellt jedem aus dem Amt scheidenden Regierungsmitglied, das kein ministerielles Amt mehr ausübt, einen Berater und einen ausführenden Bediensteten zur Verfügung für einen Zeitraum, der ab dem Datum der Amtsniederlegung läuft und im Verhältnis zur Dauer des von der betroffenen Person ausgeübten ministeriellen Mandats berechnet wird, ohne dass er weniger als 1 Jahr und mehr als 5 Jahre betragen darf. Für die Bestimmung des Zeitraums wird die ununterbrochene Ausübung von ministeriellen Mandaten innerhalb einer oder mehrerer Regierungen berücksichtigt.

§ 2. Die Aufteilung der in § 1 festgelegten Ämter kann lediglich mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten geändert werden, ohne dass die höchstzulässige in Vollzeitäquivalenten berechnete Anzahl und die Stufe der Bediensteten überschritten werden dürfen.

Abschnitt 3 — Ernennungen und Arbeitsweise

Art. 9 - Der Kabinettschef wird von der Regierung ernannt und entlassen. Die anderen Personalmitglieder des Kabinetts werden vom betreffenden Minister ernannt.

Art. 10 - Der Kabinettschef übermittelt dem Generalsekretär die Vorschriften und Dienstanweisungen des Ministers sowie die Akten bezüglich des gesamten Ministeriums; dies gilt ebenfalls für die Akten, die unter die Zuständigkeiten der Abteilungen fallen, die unter seiner direkten Aufsicht stehen.

Die Akten über spezifische Angelegenheiten bestimmter Dienststellen werden unmittelbar dem Generaldirektor oder dem zuständigen Beamten übermittelt.

Die Personalmitglieder des Kabinetts können lediglich über den Kabinettschef oder mit dessen Genehmigung mit der Verwaltung verhandeln, mit Ausnahme des Kabinettssekretärs oder des delegierten Anweisungsbefugten, was die Ausübung der Zuständigkeiten ihres Amtes betrifft.

Abschnitt 4 — Zuwendungen und Vergütungen

Art. 11 - Unbeschadet von Artikel 12 wird den Kabinettsmitgliedern der Stufe 1, die nicht dem Personal der Dienststellen der Regierung, oder generell einer öffentlichen Dienststelle angehören, anstelle eines Gehalts eine Kabinettszuwendung gewährt, die nach der folgenden, auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufe festgelegt wird:

- Kabinettschef: Stufe A2;
- beigeordneter Kabinettschef: Stufe A3;
- Berater und Kabinettssekretär: Stufe A4;
- Attaché: Stufe A5 oder A6;
- Sachverständiger: in einer der auf das Personal der Dienststellen der Regierung anwendbaren Gehaltsstufen.

Die ausführenden Bediensteten der Kabinette und das Reinigungspersonal, die nicht den Dienststellen der Regierung oder nicht irgend einem anderen öffentlichen Dienst angehören, beziehen anstelle eines Gehalts eine Kabinettszuwendung, die innerhalb der Grenzen des Mindest- und Höchstgehalts der Tabelle festgelegt wird, die in der Grundregelung mit dem der ausgeübten Funktion entsprechenden Dienstgrad des Personals der Dienststellen der Regierung verbunden ist, zuzüglich einer Zulage in Höhe von 2.381,99 Euro.

Die im vorliegenden Artikel erwähnten Personalmitglieder haben Anspruch auf Zwischengehälter, die Besoldungsdienstaltersstufen entsprechen und sich aus Zwischenerhöhungen ergeben, die in der Stufe, in der ihre das Gehalt ersetzende Kabinettszuwendung festgelegt worden ist, vorgesehen sind. Das Besoldungsdienstalter, das ihnen gewährt werden kann, wird nach denselben Regeln, die für die Berechnung der anerkannten Dienste des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regierung festgelegt werden, berechnet.

Der unter den ausführenden Bediensteten bezeichnete Privatsekretär hat Anspruch auf eine Kabinettszuwendungszulage in Höhe von 4.423,69 Euro.

Der unter den ausführenden Bediensteten bezeichnete außerordentliche Rechnungsführer hat Anspruch auf eine Kabinettszuwendungszulage, in Höhe von 3.402,84 Euro.

Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister berechtigt, diese im vorliegenden Artikel erwähnten und Gehälter ersetzenden Zuwendungen im Rahmen der dem Kabinettt erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

Art. 12 - Den Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierung, die in die Kabinette entsandt werden, wird eine Kabinettszuwendung gewährt, die den folgenden Jahresbeträgen entspricht:

- Kabinettschef: 8.507,09 Euro;
- beigeordneter Kabinettschef: 6.465,39 Euro;
- Berater und Kabinettssekretär: 5.784,82 Euro;
- Privatsekretär: 4.423,69 Euro;
- Attaché und außerordentlicher Rechnungsführer: 3.402,84 Euro;
- Ausführungs- und Reinigungspersonal: 2.381,99 Euro.

Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister berechtigt, diese Zuwendungen im Rahmen der zu diesem Zweck dem Kabinettt erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

Art. 13 - Das Gehalt sowie die Essengutscheine der Beamten und der Vertragsbediensteten, die von den Dienststellen der Regierung abgeordnet sind, gehen weiterhin zu Lasten der letzteren.

Art. 14 - § 1 - Die finanzielle Stellung der Personalmitglieder des Kabinetts, die, ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, dennoch einem Ministerium, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Einrichtung, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer in dem Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Einrichtung, Gruppierung oder Vereinigung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen errichteten juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehören, wird folgendermaßen geregelt:

1° falls der Arbeitgeber in die weitere Auszahlung des Gehalts einwilligt, bezieht der Betroffene die in Artikel 12 vorgesehene, ggf. erhöhte Kabinettszuwendung; falls der Arbeitgeber das Gehalt einfordert, zahlt der betroffene Minister der ursprünglichen Dienststelle die Besoldung des Personalmitglieds des Kabinetts, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäß den auf dieses Mitglied innerhalb seiner ursprünglichen Einrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden;

2° wenn der Arbeitgeber die Zahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die in Artikel 11 anstelle eines Gehalts vorgesehene Kabinettszuwendung.

Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger liegen als die Besoldung im weiteren Sinne, die um die ggf. erhöhte Zuwendung erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die in Punkt 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden.

§ 2 - Die Anzahl der Personalmitglieder des Kabinetts, deren Gehalt weiterhin zu Lasten einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer gemeinnützigen Einrichtung oder einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts geht und die unter die Zuständigkeiten der Wallonischen Regierung fallen, wird auf drei für einen Minister, vier für einen Vize-Präsidenten und fünf für einen Minister-Präsidenten beschränkt.

Art. 15 - Den Fahrern der Ministerkabinette wird Folgendes gewährt:

- 1° eine monatliche Pauschalzuwendung von 272,22 Euro;
- 2° eine Pauschalvergütung in Höhe von 2.478,20 Euro pro Jahr;
- 3° eine monatliche Pauschalzuwendung für gepflegte Kleidung von 49,58 Euro.

Für den persönlichen Fahrer des Ministers kann die monatliche Pauschalzuwendung auf 476,38 Euro festgelegt werden, wobei der zusätzliche Betrag in Höhe von 204,17 Euro die zusätzlichen außergewöhnlichen Dienstleistungen deckt, zu denen die Dienstreisen des Ministers Anlass geben.

Letzterer kann je nach den ausgeführten Dienstleistungen die Vergabe dieser Zulage ändern und sie unter die verschiedenen Fahrer des Kabinetts verteilen.

Für den Fahrer des Kabinettschefs wird die monatliche Pauschalzuwendung auf höchstens 374,30 Euro erhöht.

Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister berechtigt, die vorerwähnten monatlichen Pauschalvergütungen im Rahmen der dem Kabinett erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

Die in den Artikeln 11 und 12 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Zuwendungszulage und Kabinettszuwendung sind nicht auf sie anwendbar.

Art. 16 - Dem mit dem Empfang im Kabinett beauftragten Personal wird eine monatliche Pauschalzuwendung für gepflegte Kleidung in Höhe von 24,79 Euro erteilt.

Art. 17 - Die Personalmitglieder des Kabinetts erhalten Kinderzulagen, Geburtszulagen, Haushalts- oder Wohnsitzzulagen, Urlaubsgeld, Jahresendzulagen und jegliche weitere Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Abschnitt 5 — Allgemeine Bestimmungen bezüglich der Zuwendungen und Vergütungen

Art. 18 - Die in Artikeln 11, 12, 15 und 22 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung oder Zuwendung entspricht 1/12tel des Jahresbetrags.

Wenn die monatliche Vergütung oder Zuwendung nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie gemäß der von dem Besoldungsstatut des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Regelung in Dreißigsteln ausgezahlt.

Art. 19 - Die in den Artikeln 11, 12, 15, 16, 17 und 22 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen sind gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden: zu diesem Zweck werden sie an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Abschnitt 6 — Rechtslage und sonstige statutmäßige Bestimmungen

Art. 20 - Die Rechtslage der in Artikel 11 erwähnten Personalmitglieder und der in Artikeln 4 und 7 erwähnten Sachverständigen ist statutarischer Art und das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ist nicht anwendbar. Sie sind jedoch dem Statut der Sozialsicherheit für die Vertragspersonalmitglieder des Staates unterworfen.

Art. 21 - Die Verordnungsbestimmungen in Sachen Urlaub und Abwesenheiten der statutarischen und Vertragspersonalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung finden Anwendung auf die Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette der Regierung, mit Ausnahme:

- der außergewöhnlichen Urlaubstage zur Absolvierung einer Probezeit in einem öffentlichen Dienst;
- der Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen;
- des Urlaubs zur Ausführung eines Dienstauftrags;
- des Urlaubs wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, mit Ausnahme des Urlaubs, um Palliativpflege zu leisten, der für eine Dauer von einem Monat gewährt werden kann, der ggf. für einen Monat erneuert werden kann;
- der freiwilligen Viertageweche;
- des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit,

die auf die in Artikel 11 erwähnten Personalmitglieder und auf die in Artikeln 4 und 7 erwähnten Sachverständigen nicht anwendbar sind.

Abschnitt 7 — Verschiedene Kosten, Fahrzeugbenutzung

Art. 22 - § 1 - Die Bestimmungen in Sachen Aufenthaltskosten, Fahrtkosten, die durch dienstbedingte Fahrten entstehen, sowie Benutzung von öffentlichen Transportmitteln, die für die dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unterworfenen Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und Einrichtungen öffentlichen Interesses, vorgesehen sind, finden Anwendung auf die Personalmitglieder der Kabinette.

§ 2 - Im Hinblick auf die Gewährung von Vergütungen für Aufenthaltskosten und Fahrtkosten wird die Gleichstellung der Personalmitglieder der Kabinette mit den Dienstgraden der Verwaltungshierarchie wie folgt vorgenommen: der Kabinettschef wird den Beamten der Ränge A2 und A1 gleichgestellt; der beigeordnete Kabinettschef wird den Beamten des Rangs A3 gleichgestellt; die Berater, der Kabinettssekretär werden den Beamten des Rangs A4 gleichgestellt; der Privatsekretär und die Attachés werden den Beamten der Ränge A5 und A6 gleichgestellt; das Ausführungspersonal und das Reinigungspersonal werden dem Personal der Dienststellen der Regierung gleichgestellt, das entsprechende Ämter ausübt. Diese Gleichstellung darf nicht zur Folge haben, dass die in Artikel 12 und 14 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personalmitglieder der Kabinette einer Kategorie zugeordnet werden, die unter der ihrem Grad entsprechenden Kategorie liegt.

§ 3 - Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann den Personalmitgliedern der Kabinette anstelle der Essengutscheine gewährt werden. Der Betrag der Vergütung wird folgendermaßen festgelegt:

- Kabinettschef und beigeordneter Kabinettschef: 1.812,45 Euro;
- Berater und Kabinettssekretär: 1.585,98 Euro;
- Attaché, Privatsekretär und Rechnungsführer: 1.359,48 Euro;
- Ausführungspersonal: 906,33 Euro.

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die 30 Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.

§ 4 - Die Personalmitglieder der öffentlichen Dienststellen, die einem ministeriellen Kabinett angehören und deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts des Kabinetts befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise den finanziellen Gegenwert erhalten, im letztgenannten Fall nach einer von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern. Die Klasse des Abonnements wird durch den Dienstgrad des Bediensteten in seiner ursprünglichen Verwaltung bestimmt. Diese Maßnahme darf nicht zur Folge haben, dass er in eine Abonnementsklasse eingestuft wird, die niedriger ist als diejenige, auf die der Bedienstete in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte.

§ 5 - Im Rahmen der durch die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 18. November 1991 zur Regelung der Beteiligung des Staates und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses an den Fahrtkosten der Personalmitglieder festgelegten Grenzen, können die Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette ausnahmsweise einen finanziellen Gegenwert erhalten, welcher der Beteiligung des Arbeitgebers an den Fahrtkosten für die öffentlichen Verkehrsmittel zwischen dem Wohnsitz und dem Arbeitsplatz entspricht, und zwar in diesem Fall nach einer von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden.

Dieser finanzielle Gegenwert wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern.

Art. 23 - § 1 - Der Kabinettschef ist befugt, unter den Bedingungen, die für die dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unterworfenen Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, seinen eigenen Personenkraftwagen für seine Dienstfahrten zu benutzen.

§ 2 - Im Rahmen der Haushaltsmittel des Kabinetts bestimmt der Minister die individuelle Kilometeranzahl, die den sonstigen Personalmitgliedern seines Kabinetts, die erlaubt werden können, unter den in demselben Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Beamten, denen sie gleichgestellt werden, vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu benutzen, jährlich zu gewähren ist. Diese Kilometerzahl darf jedoch 12 000 km pro Jahr pro Berechtigten nicht überschreiten. Die Rückzahlung kann nur auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung erfolgen, der die Belege zur Bescheinigung, dass die Fahrten aus Dienstgründen stattgefunden haben, beigefügt werden.

§ 3 - Die Modalitäten für die Anschaffung und die Benutzung der Amts- und Dienstfahrzeuge werden in einem Rundschreiben des Minister-Präsidenten festgelegt.

Art. 24 - § 1 - Die Telefon-, Telefax- und Internetkosten des Ministers gehen auf Grund von Belegen zu Lasten des Kabinettsbudgets.

§ 2 - Die Anschlussgebühren für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet und die Kommunikationskosten der Personalmitglieder des Kabinetts können vom Kabinett übernommen werden.

§ 3 - Die Modalitäten für die Beteiligung an den Kommunikationskosten für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet werden in einem Rundschreiben des Minister-Präsidenten festgelegt.

Abschnitt 8 — Ende des Amtes und Abgangsentschädigungen

Art. 25 - § 1 - Der Minister kann den Personen, die ein Amt in einem Kabinett ausgeübt haben und kein berufliches Einkommen oder Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension erhalten, entsprechend den nachstehenden Bedingungen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum gewährte Existenzminimum werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

Was die Kabinettschefs betrifft, kann die Abgangsentschädigung durch die Regierung gewährt werden.

§ 2.1 - Diese pauschale Abgangszuwendung beträgt:

- einen Monat Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monaten;
- zwei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von sechs Monaten bis ein Jahr;
- drei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von einem Jahr bis achtzehn Monaten;
- vier Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von achtzehn Monaten bis zwei vierundzwanzig Monaten;
- höchstens fünf Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als vierundzwanzig Monaten.

§ 2.2 - Für die Feststellung der in § 2.1 des vorliegenden Artikels erwähnten ununterbrochenen Tätigkeitsperiode wird die Dienstzeit berücksichtigt, die in einem anderen ministeriellen Kabinett verbracht wurde, als dem Kabinett, von dem das Personalmitglied abhängt, insofern die Tätigkeiten zwischen dem Ende und dem Antritt des Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts nicht unterbrochen wurden.

§ 2.3 - Der erste Anweisungsbefugte oder dessen Beauftragter ist verpflichtet, der ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten unverzüglich alle erforderlichen Elemente bezüglich der Berechnung der pauschalen Abgangszuwendung für jeden Berechtigten zu übermitteln.

§ 3 - Die Abgangszuwendung wird in Monatsraten gewährt. Unbeschadet von § 1 besteht die Bedingung für deren Gewährung in der monatlichen Einreichung durch den Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder er sich in einer der in § 4 vorgesehenen Lagen befindet.

§ 4 - In Abweichung von § 1 kann der Minister denjenigen Personen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren, die Ämter in einem Kabinett ausgeübt haben, und deren einziges Einkommen in der Entlohnung besteht, die mit der Ausübung seit mindestens drei Monaten vor dem Ende des Amtes im Kabinett eines Mandats als Bürgermeister, Schöffe oder Präsident eines Sozialhilfezentrums verbunden ist, oder die entweder ausschliesslich Inhaber eines bzw. mehrerer Teilzeitämter im Privatsektor oder in einem von einer gesetzgebenden Gewalt abhängenden Dienst, in einer öffentlichen Dienststelle oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswezens oder Inhaber einer bzw. mehrerer mit einer oder mehreren unvollständigen Laufbahnen verbundenen Renten zu Lasten der Staatskasse sind, oder Arbeitslosenunterstützung oder eine gesetzliche Vergütung aus der Versicherung gegen Krankheit und Invalidität oder bei Mutterschaft beziehen. In diesen Fällen wird die Abgangszuwendung gemäß § 2.1 festgelegt und nach Gewichtung um den Gesamtbetrag verringert, der dem Betroffenen für die entsprechende Periode entweder als Vergütung für die Ausübung eines unvollständigen Amtes im öffentlichen oder privaten Sektor oder als Rente zu zahlen ist, je nachdem die Abgangszuwendung die Ausübung einer Vollzeit- oder Teilzeitleistung innerhalb

eines Kabinetts betrifft. Auf jeden Fall wird die Abgangszuwendung um die Einkünfte, die auf einer Arbeitslosenunterstützung oder einer gesetzlichen Vergütung aus der Versicherung gegen Krankheit und Invalidität oder bei Mutterschaft beruhen, verringert.

§ 5 - Der Bruttomonatsbetrag der Abgangszuwendung ist der indexierte Bruttomonatsbetrag der das Gehalt ersetzenden Kabinettszuwendung, einschliesslich des Betrags der Erhöhung, die ggf. auf sie anwendbar gewesen wäre, erhöht um die in Artikel 11 erwähnte Zuwendungszulage oder die in Artikel 15 erwähnten monatlichen Pauschalzuwendungen und ggf. um die Haushalts- oder Wohnsitzzulage. Dieser Betrag betrifft den letzten Monat der Tätigkeit, die diese Person während mindestens drei Monaten ausgeübt hat und wird aufgrund der Regelung gewichtet, die für die Leistungen des Berechtigten gilt, die für die Berechnung der besagten Kabinettszuwendung berücksichtigt werden.

§ 6 - Den Personen, die freiwillig aus dem Amt treten, wird keine Abgangszuwendung gewährt.

Art. 26 - § 1 - Am Ende ihrer Bezeichnung haben die in Artikel 12 und 14 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personalmitglieder des Kabinetts, die das Kabinett verlassen, Anspruch auf einen Urlaub für Kabinettsende, der einem Werktag pro Monat der Abordnung entspricht, mit einer Mindestanzahl von drei Werktagen und einer Höchstanzahl von fünfzehn Werktagen. Dieser Urlaub wird durch die von der Funktion her zuständige Behörde, der die besagten Personalmitglieder unterstehen und auf Antrag des Ministers, der ihnen den Rücktritt von ihrem Amt gewährt hat, bewilligt.

§ 2 - Die in Artikel 373, § 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnte Ausgleichszuwendung wird den in Artikeln 4 und 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personalmitgliedern der Kabinette, die ihre Leistungen nicht gleichzeitig mit einer anderen Berufstätigkeit ausüben, und den in Artikel 11 erwähnten Personalmitgliedern der Kabinette, die ihr Amt innerhalb eines ministeriellen Kabinetts endgültig niederlegen und die keinen Anspruch auf die in Artikel 25 vorgesehene Abgangszuwendung haben, gewährt.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen ist das zu berücksichtigende Gehalt dasjenige, das für vollständige Leistungen auszu zahlen ist, einschliesslich der Haushalts- und Wohnsitzzulage sowie ggf. des Betrags der Erhöhung der das Gehalt ersetzenden Kabinettszuwendung und der in Artikel 11 erwähnten Zuwendungszulagen oder der in Artikel 15 des vorliegenden Erlasses erwähnten monatlichen Pauschalzuwendungen.

§ 3 - Die Personalakten der Personalmitglieder, welche die Kabinette verlassen, werden der in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Dienststelle für administrative und finanzielle Hilfeleistungen zugunsten der Kabinette (SePAC) übergeben, die mit deren administrativen und finanziellen Verwaltung beauftragt werden.

Unter Personalakte versteht man die gesamten Unterlagen betreffend die in Ausführung der Verwaltungs- und Besoldungsverwaltung des Kabinettsmitglieds vorgenommenen Handlungen.

Abschnitt 9 — Globaler Höchstbetrag der Existenzmittel

Art. 27 - § 1 - Der globale Höchstbetrag der Existenzmittel bezüglich der Entlohnungen des Personals des Kabinetts und der sonstigen mit dem Betrieb und den Investitionen des Kabinetts verbundenen Kosten ist auf € 53.000/Jahr pro Personalmitglied im Sinne des vorliegenden Erlasses festgelegt. Ab 2006 wird dieser Höchstbetrag an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden, und wird aufgrund der Entwicklung der Tariftabellen des Personals der Kabinette angepasst.

§ 2 - Der Ankauf von Mobiliar sowie die Anschaffung und das Verzeichnis der Kunstwerke werden in Rundschreiben des Minister-Präsidenten festgelegt.

§ 3 - Für jeden Ankauf in Höhe von mehr als € 16.000 (exkl. MwSt.) ist ein vorheriges Gutachten des bei dem Minister-Präsident akkreditierten Finanzinspektors erforderlich. Die Aufträge, deren Betrag den in Art.15 § 1 3° Absatz 2 des Erlasses bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle angeführten Betrag überschreitet, müssen dem bei dem Minister-Präsident akkreditierten Finanzinspektor monatlich mitgeteilt werden.

§ 4 - Das vorherige Gutachten des der beim Minister-Präsidenten akkreditierte Finanzinspektors ist vor jedem Abschluss eines Leasingvertrags mit Kaufoption erforderlich.

Abschnitt 10 — Ehrentitel

Art. 28 - Der Kabinettschef kann durch Erlass der Regierung genehmigt werden, den Ehrentitel seines Amtes zu tragen, unter der Voraussetzung, dass er dieses Amt wenigstens zwei Jahre ausgeübt hat.

Für die Berechnung der zwei Jahre kann die Regierung die Dauer der Dienstleistungen berücksichtigen, die der Kabinettschef bei der Regierung einer anderen Behörde erbracht hat, unter der Voraussetzung, dass die Kontinuität nicht unterbrochen worden ist.

Abschnitt 11 — Ende des Kabinetts

Art. 29 - § 1 - Nach Ablauf einer Legislaturperiode oder bei einer ministeriellen Umbildung kann zur Gewährleistung einer harmonischen Übertragung der Befugnisse eine Zelle mit folgender Zusammensetzung in einem jeden ministeriellen Kabinett bis zu der Übergabe des Inventars und der Rechnungslegung (höchstens 1 Monat) im Dienst erhalten werden:

- der Kabinettssekretär oder der delegierte Anweisungsbefugte;
- der außerordentliche Rechnungsführer;
- der Korrespondent für Informatik oder ein Mitglied des Ausführungspersonals;
- ein Fahrer.

§ 2 - Es wird darauf hingewiesen, dass:

- der delegierte Anweisungsbefugte im Laufe dieser Periode seine Vorrechte für die gesamten Ausgaben, die vor der ministeriellen Abänderung für Verpflichtungen festgelegt wurden, bewahrt;
- dieser Zelle ein Kabinettsfahrzeug vorbehalten bleibt;
- die Erlasse zur Beendigung des Amtes der Mitglieder der vorgenannten Zelle, einschliesslich der Gewährung von Pauschalabgangszuwendungen, durch den antretenden Minister unterzeichnet werden;
- der Rücktritt der anderen Kabinettsmitglieder spätestens am Zeitpunkt der Eidesleistung des neuen Mitglieds oder der neuen Mitglieder der Regierung durch Vermittlung des ausscheidenden Ministers stattfindet.

§ 3 - Die Modalitäten für die Übergabe-Übernahme zwischen ministeriellen Kabinetten am Ende einer Legislaturperiode oder im Falle einer ministeriellen Umbildung werden in einem Rundschreiben des Ministerpräsidenten festgelegt.

§ 4 - Die Dienststellen der Regierung sind als technische Berater damit beauftragt, den Ortsbefund der von den ministeriellen Kabinetten besetzten Örtlichkeiten vorzunehmen, und die dort notwendigen Arbeiten zu überwachen.

Abschnitt 12 — Kontrolle

Art. 30 - Der Sekretär der Regierung wird mit der Kontrolle der Zusammensetzung der ministeriellen Kabinette beauftragt. Die betroffenen Kabinette richten eine gleichlautende und ordnungsgemäß datierte Abschrift eines jeden Erlasses, der die Personalmitglieder dieser Kabinette betrifft, an die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SePAC), die damit beauftragt ist, den Sichtvermerk des Sekretärs der Regierung zu beantragen. Dieses versieht die verabschiedeten Erlasse mit einem Sichtvermerk, datiert und stempelt sie und sendet sie an die SePAC zurück, die lediglich nach Erhalt der mit einem Sichtvermerk versehenen Erlasse die Auszahlung der Gehälter durchführen kann.

Abschnitt 13 — Personal der Dienststellen der Regierung, das dazu aufgerufen wird, dem Kabinett eines Mitglieds der Regierung einer anderen Behörde anzugehören

Art. 31 - Die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung dürfen dem Kabinett eines Mitglieds der Regierung einer anderen Behörde vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung des Ministers des öffentlichen Dienstes und des Gutachtens des von der Funktion her zuständigen Ministers angehören.

Die Genehmigung unterliegt der Bedingung, dass der König eine Verordnung zur Bestimmung der Modalitäten für die Rückerstattung der Entlohnung der Mitglieder des im ersten Absatz erwähnten Personals, das dazu aufgerufen wird, dem Kabinett eines Mitglieds der föderalen Regierung anzugehören, verabschiedet hat.

Art. 32 - Die Entlohnung der in Artikel 31 Absatz 1 erwähnten Personalmitglieder wird durch die Dienststellen der Regierung ausgezahlt.

Die Entlohnung wird der Finanzverwaltung zurückerstattet, auf der Grundlage eines dreimonatlichen Verzeichnisses, das dem Mitglied der Regierung der betroffenen Behörde durch die Dienststellen der Regierung übermittelt wird.

Der Antrag auf Rückerstattung erfolgt am Anfang jedes Quartals für das vorherige Quartal.

Die Entlohnung der Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung, die in ein Kabinett eines Mitglieds der Regierung der Französischen Gemeinschaft entsandt werden, gibt keinen Anlass zu einer Rückerstattung.

Art. 33 - Artikel 5 § 1 findet Anwendung auf die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung, die in das Kabinett eines Mitglieds der Regierung einer anderen Behörde entsandt werden.

Abschnitt 14 — Schlussbestimmungen

Art. 34 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung wird aufgehoben.

Art. 35 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2005 in Kraft.

Art. 36 - Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Juni 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit und der sozialen Maßnahmen,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1510

[2005/201604]

**9 JUNI 2005. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de bestuurlijke en budgetaire controle, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 juni 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juni 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit in de werking van de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering onverwijld gewaarborgd dient te worden;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Afdeling 1. — Bevoegdheden

Artikel 1. De bevoegdheden van de ministeriële kabinetten worden als volgt vastgesteld : de aangelegenheden die van invloed zouden kunnen zijn op het algemeen regeringsbeleid of de parlementaire werkzaamheden, het onderzoek en de studies die het persoonlijk werk van de ministers kunnen vereenvoudigen, de presentatie van de dossiers van het bestuur, eventueel het secretariaat van de minister, de ontvangst en het openen van diens persoonlijke briefwisseling, de particuliere briefwisseling, de verzoeken om een onderhoud, het persoverzicht.

§ 2. Minstens eenmaal per jaar overleggen het ministeriële kabinet en de verantwoordelijken van het bestuur, de paragewestelijke en andere overheidsinstellingen in verband met beleidsvoorbereiding en -uitvoering.

§ 3. Een binnenhuisreglement bepaalt en harmoniseert alle regels die in het ministeriële kabinet gelden. Het geldt voor alle personeelsleden van het kabinet.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 2. § 1. Het kabinet van een minister mag bestaan uit 48,5 personeelsleden, 65,5 voor een Vice-Minister-President en 82 voor de Minister-President, waaronder tien leden van niveau 1, namelijk :

- een kabinetschef;
- twee adjunct-kabinetschefs;
- vier adviseurs;
- drie attachés.

Onder hen kan er een kabinetssecretaris worden aangesteld.

In afwijking van lid één :

- kan het kabinet van een Vice-Minister-President bijkomend één kabinetschef, één adviseur en twee attachés tellen;
- kan het kabinet van een Vice-Minister-President bijkomend één kabinetschef, één adviseur en twee attachés tellen.

Binnen de perken van de gemachtigde begrotingskredieten kan het aantal personeelsleden van niveau 1 verhoogd worden met maximum vier leden voor een minister, vijf voor een Vice-Minister-President en zeven voor de Minister-President op voorwaarde dat het aantal uitvoerende personeelsleden evenredig verminderd wordt.

Daarover worden de Minister-President en de vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de ministeriële kabinetten bedoeld in artikel 7 van dit besluit ingelicht.

§ 2. De verdeling van de in § 1 vastgestelde functies kan slechts met het akkoord van de Minister-President gewijzigd worden en het maximaal aantal leden mag daarbij niet overschreden worden.

§ 3. Een ministerieel kabinet kan vijf chauffeurs bevatten, het kabinet van de Vice-Minister-President zeven en het kabinet van de Minister-President acht.

§ 4. Elke Minister kan één of meerdere personeelsleden van zijn Kabinet samen met de desbetreffende begrotingsmiddelen overplaatsen naar het kabinet van een andere Minister. Een afschrift van het overplaatsingsbesluit wordt overgemaakt aan de Minister-President en aan de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden (SePAC) bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

§ 5. Bovendien, als geen particuliere firma belast is met het onderhoud van de lokalen van het kabinet, kunnen personeelsleden daartoe worden aangeworven buiten de toegestane personeelsformatie met één personeelslid voor tien lokalen en dit, binnen de perken van de begrotingskredieten van het kabinet.

§ 6. Het aantal leden van het uitvoeringspersoneel dat een als wedde geldende kabinetstoelage geniet in een weddeschaal van niveau 2+, wordt beperkt tot vier leden voor een minister, vijf voor een Vice-Minister-President en zeven voor de Minister-President.

§ 7. Een lid van het personeel kan in dienst worden genomen in de privé-woning van de minister.

Art. 3. Een privé-secretaris en een buitengewoon rekenplichtige kunnen aangewezen worden onder de leden van niveau 1 of die van het uitvoeringspersoneel van het kabinet.

Art. 4. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet mogen buiten de toegestane personeelsformatie maximum twaalf man/maand per jaar verdeeld worden over één of meer experts.

Dit aantal wordt verhoogd tot 18 man/maand per jaar voor de Vice-Minister-Presidenten en tot 24 man/maand per jaar voor de Minister-President.

Van deze aantallen mag niet afgeweken worden, behoudens akkoord van de Minister-President.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet kunnen er studenten in dienst worden genomen a rato van maximum één voltijds equivalent tijdens de periode gaande van 1 juli tot en met 30 augustus.

De bezoldiging van de studenten is vastgesteld :

- in weddeschaal D3 (nul jaar anciënniteit) bij hun indiensttreding voor de houders van het getuigschrift lager secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma;

- in weddeschaal C3 (nul jaar anciënniteit) bij hun indiensttreding voor de houders van het getuigschrift hoger secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma;

Het aantal studenten dat in aanmerking kan komen voor weddeschaal C3 wordt beperkt tot 50 % maximum van het totaal aantal studenten die aangeworven kunnen worden tijdens de referentieperiode.

Art. 5. § 1. De personeelsleden van de Regeringsdiensten en, meer algemeen, van elke openbare dienst, die aangewezen worden om voltijds gedetacheerd te zijn naar een kabinet, mogen noch hun betrekking blijven bekleden, noch de desbetreffende bevoegdheden blijven uitoefenen, zelfs niet in deeltijds verband.

§ 2. In geval van afwezigheid om medische reden van meer dan dertig dagen van een personeelslid van het kabinet kan de Waalse Regering of de bevoegde Minister voorzien in zijn vervanging tijdens de duur van zijn afwezigheid.

§ 3. De personeelsleden van de kabinetten kunnen een handelsactiviteit of een andere bezoldigde betrekking uitoefenen zonder de voorafgaandelijke instemming van de betrokken minister.

Art. 6. § 1. De permanente cel, hiernavolgend "Secretariaat van de Regering", die onafhankelijk van de ministeriële kabinetten werkt, staat onder het gezag van de Regering. De Minister-President is belast met het dagelijks beheer ervan.

§ 2. Het Secretariaat van de Regering bestaat uit 11 leden, namelijk :

- de Secretaris van de Regering die de rang van kabinetschef heeft indien het ambt niet wordt bekleed door één van de kabinetschefs van de Minister-President;

- 2 adviseurs;

- 8 uitvoerende personeelsleden onder wie 3 een weddeschaal van niveau 2+ kunnen genieten.

De leden van het secretariaat van de Regering worden door de Minister-President aangesteld :

§ 3. De belangrijkste opdrachten van het secretariaat van de Regering zijn de volgende :

- het secretariaat van de Regering;

- de voorbereiding van de vergaderingen van de Regering, inzonderheid het opstellen van de agenda en de verspreiding van de documenten;

- de voorbereiding van de definitieve mededelingen;

- de overbrenging van de beslissingen van de Regering naar :

- het Waalse Parlement;

- de gewestelijke kabinetten en het bestuur;

- andere bestuursniveaus, federale Staat inbegrepen;

- de organisatie van het protocol en van de public relations van de Regering;

- de bekendmaking van de beslissingen van de Regering.

Art. 7. De vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten (SePAC) staat onder het gezag van de Waalse Regering. De Minister-President is belast met het dagelijks beheer ervan. De dienst bestaat uit twaalf leden die door de Regering aangewezen worden, met name :

- één adviseur, dienstverantwoordelijke;

- één adviseur;

- 10 leden van het uitvoeringspersoneel onder wie hoogstens 4 een als wedde geldende toelage vastgesteld in een weddeschaal van niveau 2+ kunnen genieten.

Een gewoon en een buitengewoon rekenplichtige worden aangewezen onder het in het eerste lid bedoelde personeel. De toelagen en vergoedingen die ze genieten zijn gelijkwaardig met die welke toegekend zijn aan de buitengewone Rekenplichtigen van de kabinetten.

Binnen de perken van de aan de SePAC toegekende begrotingskredieten, kan de Regering per jaar hoogstens 6 man/maand aanwijzen buiten de toegestane personeelsformatie; die worden verdeeld onder één of meerdere experts.

De in het eerste lid bedoelde dienst is belast met :

- het geldelijk beheer van de wedden, uitkeringen en vergoedingen van de personeelsleden van de ministeriële kabinetten;

- het archiveren van de dossiers van de personeelsleden van de ministeriële kabinetten;

- het bijhouden van de documentatie betreffende de reglementering van het administratieve en geldelijke beheer van de personeelsleden van de ministeriële kabinetten;

- elke andere opdracht die hem door de Waalse Regering wordt toegewezen.

Art. 8. § 1. De Regering stelt elk uittredend Regeringslid dat geen ministeriële functies meer uitoefent, gedurende vijf jaar, te rekenen van de datum van zijn ontslag en berekend in verhouding tot de duur van het door betrokkene uitgeoefende ministeriële mandaat, een adviseur en een uitvoerend personeelslid ter beschikking. De ononderbroken uitoefening van ministeriële mandaten in één of meerdere regeringen wordt in overweging genomen voor de berekening van die periode.

§ 2. De verdeling van de in § 1 vastgestelde ambten mag enkel worden gewijzigd met de toestemming van de Minister-President; het in voltijds equivalent berekende maximale aantal en het niveau van de personeelsleden mogen echter niet worden overschreden.

Afdeling 3. — Benoemingen en werking

Art. 9. De kabinetschef wordt door de Regering benoemd en ontslagen. De andere personeelsleden van de kabinetten worden door de bevoegde Minister benoemd.

Art. 10. De kabinetschef maakt de instructies en de dienstorders van de minister, alsmede de dossiers met betrekking tot het gezamenlijke ministerie over aan de secretaris-generaal. Hij handelt op dezelfde wijze voor de dossiers die onder de bevoegdheid vallen van de afdelingen die onder zijn rechtstreeks gezag staan.

De dossiers betreffende aangelegenheden eigen aan bepaalde diensten worden rechtstreeks overgemaakt aan de directeur-generaal of aan de bevoegde ambtenaar.

Afgezien van de kabinetssecretaris of van de gemachtigde ordonnateur in de uitoefening van hun functionele bevoegdheden, mogen de personeelsleden van de kabinetten met het bestuur handelen enkel door toedoen van de kabinetschef of met diens instemming.

Afdeling 4. — Toelagen en vergoedingen

Art. 11. Onverminderd artikel 12 wordt aan de personeelsleden van de kabinetten van niveau 1 die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten, of, meer algemeen, van elke openbare dienst, een als wedde geldende kabinetstoelage verleend waarvan het bedrag vastligt in de hierna vermelde schalen van toepassing op het personeel van de ministeries :

- kabinetschef : schaal A2,
- adjunct-kabinetschef : schaal A3,
- adviseur en kabinetssecretaris : schaal A4,
- attaché : schaal A5 of A6;
- expert : één van de schalen die toepasselijk zijn op het personeel van de Regeringsdiensten.

De uitvoerende personeelsleden van de kabinetten alsmede de reinigingspersoneelsleden die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten of van elke openbare dienst, genieten een als wedde geldende kabinetstoelage binnen de perken van de minimum- en maximumwedde van de schaal die in het organieke stelsel gekoppeld is aan de met het uitgeoefend ambt overeenstemmende graad van het personeel van de Regeringsdiensten, verhoogd met een aanvullende toelage van 2.381,99 euro.

De in dit artikel bedoelde personeelsleden genieten de tussenwedden die met weddetrappen van geldelijke anciënniteit overeenkomen en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen voorzien in de schaal waarin hun als wedde geldende kabinetstoelage is vastgesteld. De verdiende geldelijke anciënniteit die hen kan worden toegekend, wordt berekend volgens dezelfde regels als die welke vastgesteld zijn voor de berekening van de in aanmerking komende diensten van het personeel van de Diensten van de Waalse Regering.

De onder de uitvoerende personeelsleden aangewezen privé-secretaris komt in aanmerking voor een bijkomende kabinetstoelage van 4.423,69 euro.

De onder de uitvoerende personeelsleden aangewezen buitengewoon rekenplichtige komt in aanmerking voor een bijkomende kabinetstoelage van 3.402,84 euro.

Bij gemotiveerde beslissing, met de toestemming van de Minister-President, binnen de perken van de aan het kabinet toegekende begrotingskredieten kan de Minister de als wedde geldende kabinetstoelagen waarvan sprake in dit artikel verhogen.

Art. 12. De naar de kabinetten gedetacheerde personeelsleden van de Regeringsdiensten genieten een kabinetstoelage die gelijk is aan onderstaande jaarlijkse bedragen :

- kabinetschef : 8.507,09 euro;
- adjunct-kabinetschef : 6.465,39 euro;
- adviseur en kabinetssecretaris : 5.784,82 euro;
- privé-secretaris : 4.423,69 euro;
- attaché en buitengewoon rekenplichtige : 3.402,84 euro;
- uitvoerend en reinigingspersoneelslid : 2.381,99 euro;

Bij gemotiveerde beslissing, met de toestemming van de Minister-President kunnen die toelagen worden verhoogd door de minister binnen de perken van de daartoe toegestane begrotingskredieten.

Art. 13. De bezoldiging alsook de maaltijdcheques van de gedetacheerde ambtenaren en contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten blijft voor rekening van deze diensten.

Art. 14. § 1. De bezoldiging van de personeelsleden van de kabinetten die zonder deel uit te maken van de Regeringsdiensten evenwel ressorteren onder een ministerie, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een openbaar bedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een instelling, groepering of vereniging die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1° indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, verkrijgt de betrokkene de in artikel 12 bedoelde kabinetstoelage, eventueel verhoogd; indien de werkgever de wedde terugvordert, betaalt de betrokken minister de wedde van het personeelslid van het kabinet terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op dat personeelslid in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt de betrokkene de in artikel 11 bedoelde kabinetstoelage, die als wedde geldt.

Deze toelage mag evenwel niet hoger of lager zijn dan de bezoldiging in ruime zin, vermeerderd met de eventueel verhoogde kabinetstoelage die de betrokkene zou krijgen indien hij onder de sub 1° vermelde bepalingen zou vallen.

§ 2. Het aantal personeelsleden van het kabinet van wie de bezoldiging voor rekening blijft van een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest vallen, wordt beperkt tot drie voor een minister, vier voor een Vice-Minister-President en vijf voor de Minister-President.

Art. 15. De chauffeurs van de kabinetten van de ministers genieten :

1° een maandelijks forfaitaire toelage van 272,22 euro

2° een forfaitaire vergoeding van 2.478,20 euro per jaar;

3° een maandelijks forfaitaire vergoeding wegens verzorgde kleding van 49,58 euro.

De maandelijks forfaitaire toelage wordt verhoogd tot 476,38 euro voor de persoonlijke chauffeur van de minister, waarbij het supplement van 204,17 euro de bijkomende uitzonderlijke dienstverstrekingen dekt die te wijten zijn aan de verplaatsingen van de minister.

De minister kan dat supplement onder verschillende kabinetschauffeurs verdelen, al naargelang de verstrekte diensten.

De maandelijks forfaitaire toelage kan maximum 374,30 euro bedragen voor de chauffeur van de kabinetschef.

Bij gemotiveerde beslissing, met de toestemming van de Minister-President, binnen de perken van de aan het kabinet toegekende begrotingskredieten, kan de minister voornoemde maandelijks forfaitaire toelagen verhogen.

De chauffeurs van de ministeriële kabinetten komen niet in aanmerking voor de bijkomende toelage en de kabinetstoelage bedoeld in artikelen 11 en 12 van dit besluit.

Art. 16. De receptionisten van de kabinetten krijgen een maandelijks forfaitaire vergoeding wegens verzorgde kleding van 24,79 euro.

Art. 17. De personeelsleden van de kabinetten hebben recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Regeringsdiensten gelden.

Afdeling 5. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen

Art. 18. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 11, 12, 15 en 22 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12e van het jaarlijks bedrag.

Wanneer de maandvergoeding of -toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de regel bedoeld in de bezoldigingsregeling van de Waalse Ambtenarencode.

Art. 19. De in de artikelen 11, 12, 15, 16, 17 en 22 bedoelde vergoedingen en toelagen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld : zodoende worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Afdeling 6. — Rechtsstelsel en andere statutaire bepalingen

Art. 20. De rechtspositie van de in artikel 11 bedoelde personeelsleden en van de in artikelen 4 en 7 bedoelde experts is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Ze zijn echter onderworpen aan het statuut van de sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat.

Art. 21. De reglementaire bepalingen inzake verloven en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering zijn van toepassing op de personeelsleden van de ministeriële kabinetten van de Regering, met uitzondering van :

- het uitzonderlijke verlof om een stage te vervullen in een openbare dienst;
- de indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden;
- het verlof wegens opdracht;
- het verlof wegens loopbaanonderbreking met uitzondering van het verlof wegens palliatieve verzorging dat voor een duur van één maand, eventueel verlengbaar met één maand, kan worden verleend;
- de vierdagenweek op vrijwillige basis;
- de vervroegde halftijdse uittreding;

die niet toepasselijk zijn op de in artikel 11 bedoelde personeelsleden noch op de in artikelen 4 en 7 bedoelde experts.

Afdeling 7. — Diverse kosten, wagengebruik

Art. 22. § 1. De bepalingen waarin wordt voorzien voor de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan de Waalse Ambtenarencode inzake verblijf- en reiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen in het belang van de dienst en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn toepasselijk op de personeelsleden van de kabinetten.

§ 2. De verblijfskosten- en reiskostenvergoedingen van de personeelsleden van de kabinetten worden verleend op grond van de volgende gelijkstelling met de graden van de administratieve hiërarchie : de kabinetschef wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang A2 tot A1; de adjunct-kabinetschef met een ambtenaar van rang A3; de adviseurs en de kabinetssecretaris met een ambtenaar van rang A4; de privé-secretaris en de attachés met een ambtenaar van rang A5 tot A6; het uitvoerend personeel en het reinigingspersoneel met het personeel van de Regeringsdiensten dat een gelijkwaardige functie uitoefent. Deze gelijkstelling mag niet inhouden dat de in de artikelen 12 en 14 van dit besluit bedoelde personeelsleden ingedeeld worden in een lagere categorie dan die welke overeenstemt met hun graad.

§ 3. Het personeel van de kabinetten kan ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoeding genieten. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

- kabinetschef, adjunct-kabinetschef : 1.812,45 euro;
- adviseur en kabinetssecretaris : 1.585,98 euro;
- attaché, privé-secretaris en rekenplichtige : 1.359,48 euro;
- uitvoerend personeel : 906,33 euro.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geprorateerd in geval van deeltijdse dienstverstrekking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens 30 kalenderdagen afwezigheid.

§ 4. De personeelsleden van de openbare diensten die deel uitmaken van een ministerieel kabinet en van wie de woonplaats en de administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van het kabinet liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de betrokken minister en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks verlengd worden. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt in het kabinet. Die maatregel mag niet inhouden dat de personeelsleden ingedeeld worden in een lagere klas dan die welke ze genieten in hun oorspronkelijke bestuur.

§ 5. Binnen de perken bedoeld in de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 november 1991 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerskosten van de personeelsleden, kunnen de personeelsleden van de ministeriële kabinetten afwijkingshalve aanspraak maken op een financiële tegenwaarde die gelijk is aan de werkgeversbijdrage in de kosten van het openbaar vervoer tussen woon- en werkplaats. In dit laatste geval moeten ze beschikken over een bijzondere machtiging van de bevoegde minister waarin de redenen van de afwijking opgegeven worden.

De financiële tegenwaarde geldt slechts voor één maand en moet maandelijks worden verlengd.

Art. 23. § 1. De kabinetschef wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke voertuig te gebruiken wegens dienstreizen onder de voorwaarden waarin is voorzien voor de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de Waalse Ambtenarencode.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het kabinet, bepaalt de minister het individuele kilometercontingent dat jaarlijks moet worden toegekend aan de andere personeelsleden van zijn kabinet die ertoe kunnen worden gemachtigd hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken in het belang van de dienst onder dezelfde voorwaarden als die welke waarin is voorzien bij dezelfde Waalse Ambtenarencode voor de ambtenaren met wie ze zijn gelijkgesteld. Dit contingent mag echter niet hoger zijn dan 12 000 km per jaar per begunstigde. De terugbetaling geschiedt pas na voorlegging van een maandelijks schuldvorderingsverklaring die gestaafd wordt door bewijsstukken waaruit de verplaatsingen om dienstredenen blijken.

§ 3. De aankoop- en gebruikswijze van de ambts- en dienstvoertuigen wordt bij rondzendbrief van de Minister-President geregeld.

Art. 24. § 1. De telefoon- en telefaxkosten van de minister komen op grond van bewijsstukken ten laste van de begroting van het kabinet.

§ 2. De abonnementskosten voor het vaste en het draadloze telefoonnet, fax en internet en de gesprekskosten van de personeelsleden van het kabinet komen op rekening van het kabinet.

§ 3. De wijze van tussenkomst in de gesprekskosten over het vaste en draadloze telefoonnet, fax en internet wordt bij rondzendbrief van de Minister-President geregeld.

Afdeling 8. — Ambtsneerlegging en vertrektoelagen

Art. 25. § 1. De minister kan onder de hierna vermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die een kabinetsfunctie hebben uitgeoefend en geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het door een Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn gewaarborgd bestaansminimum wordt niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

Wat betreft de kabinetschefs mag de vertrektoelage door de Regering verleend worden.

§ 2.1. Deze forfaitaire toelage belooft :

- één maand kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes volle maanden;
- twee maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot twaalf volle maanden;
- drie maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot achttien volle maanden;
- vier maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot vierentwintig volle maanden;
- maximum vijf maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

§ 2.2. Voor de berekening van de in § 2. van dit artikel bedoelde ononderbroken activiteitsperiodes wordt rekening gehouden met de tijd doorgebracht in een ander ministerieel kabinet dan dat waarvan het personeelslid deel uitmaakt, voorzover er geen activiteitsonderbreking geweest is tussen het einde en het begin van de functies binnen een ministerieel kabinet.

§ 2.3. De eerste ordonnateur of zijn afgevaardigde moet de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten voor iedere rechthebbende zo spoedig mogelijk de nodige gegevens verstrekken voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage.

§ 3. De vertrektoelage wordt in maandelijks bedragen toegekend. Onverminderd § 1 wordt de vertrektoelage in maandelijks schijven uitbetaald voorzover de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij gedurende de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de in § 4 bedoelde voorwaarden vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de minister een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die kabinetsfuncties hebben uitgeoefend wier inkomens enkel bestaan uit de bezoldiging verbonden met de uitoefening sinds minstens drie maanden voor de neerlegging van de kabinetsfuncties van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of die hetzij uitsluitend één of meer deeltijdse functies vervullen bij een dienst die onder een wetgevende overheid ressorteert, een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling of één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist genieten die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen of wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsvergoedingen ontvangen. De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2.1. en verminderd, na weging, met de totale som die voor de overeenstemmende periode aan de betrokkene verschuldigd is ter bezoldiging van onvolledige functies in de privé of openbare sector of als pensioen naargelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse dienstverstreking binnen een kabinet en, in elk geval, met de inkomsten van een werkloosheidsuitkering of met wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsvergoedingen.

§ 5. Het maandelijkse brutobedrag van de forfaitaire vertrektoelage is het geïndexeerde maandelijkse brutobedrag van de als wedde geldende kabinetstoelage, met inbegrip van het bedrag van de verhoging waarvan ze het voorwerp had kunnen uitmaken, verhoogd met de in artikel 11 bedoelde bijkomende toelage of met de in artikel 15 bedoelde maandelijkse forfaitaire toelagen en in voorkomend geval met de haard- of standplaatstoelage betreffende de laatste maand van activiteit die de betrokken persoon heeft uitgeoefend tijdens minstens drie maanden, gewogen volgens de prestatieregeling van de begunstigde die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van genoemde kabinetstoelage.

§ 6. De personen die hun ambt vrijwillig neerleggen komen niet in aanmerking voor de vertrektoelage.

Art. 26. § 1. Bij het einde van hun aanwijzing komen de in artikelen 12 en 14 van dit besluit bedoelde personeelsleden van het kabinet die het kabinet verlaten, in aanmerking voor een verlof wegens kabinetswijziging ten belope van één werkdag per detachingsmaand met minstens drie en hoogstens vijftien werkdagen, dat moet worden toegekend door de functionele overheid waaronder laatstgenoemden ressorteren op verzoek van de minister die hen ontslag uit hun functies heeft verleend.

§ 2. De in artikel 373, § 2, van de Waalse Ambtenarencode bedoelde compenserende vergoeding wordt toegekend aan de in artikelen 2 en 4 van dit besluit bedoelde personeelsleden van het kabinet die hun functies niet cumuleren met een andere beroepsactiviteit en aan de in artikel 7 bedoelde personeelsleden die hun functies binnen een ministerieel kabinet definitief neerleggen en die niet in aanmerking komen voor de in artikel 11 bedoelde forfaitaire vertrektoelage.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt het loon dat verschuldigd is voor volledige prestaties in aanmerking genomen, eventueel met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage alsook in voorkomend geval het bedrag van de verhoging van de als loon geldende kabinetstoelage en de in artikel 11 bedoelde bijkomende toelagen of de in artikel 15 van dit besluit bedoelde maandelijkse forfaitaire toelagen.

§ 3. De individuele dossiers van de personeelsleden die de kabinetten verlaten, worden overgenomen door de in artikel 7 van dit besluit bedoelde Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden, die instaat voor het administratieve en geldelijke beheer daarvan.

Onder individueel dossier dient men alle documenten te verstaan die betrekking hebben op de akten genomen ter uitvoering van het administratieve en geldelijke beheer van de personeelsleden van het kabinet.

Afdeling 9. — Maximumbedragen van de bestaansmiddelen

Art. 27. § 1. Het globale maximumbedrag van de bestaansmiddelen die betrekking hebben op de bezoldigingen van het personeel van het kabinet en andere kosten gebonden aan de werking en aan de investeringen van het kabinet wordt vastgesteld op € 53.000 per personeelslid bedoeld in dit besluit. Vanaf 2006 wordt dat maximumbedrag gebonden aan de schommeling van de index der consumptieprijzen en wordt aangepast aan de loonschaalontwikkelingen van het personeel der kabinetten.

§ 2. De aankoop van meubilair en de aankoop en inventaris van kunstwerken worden bij rondzendbrief van de Minister-President geregeld.

§ 3. Voor elke aankoop hoger dan € 16.000 (BTW niet meegerekend) wordt vooraf het advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister-President geëist. De notificatie van de opdrachten die hoger zijn dan het bedrag voorzien in artikel 15, § 1, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering betreffende de bestuurlijke en budgetaire controle moet maandelijks medegedeeld worden aan de Inspecteur van Financiën.

§ 4. Het advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister-President is voorafgaandelijk vereist vóór elke inschrijving van leasing met lichting van de aankoopoptie.

Afdeling 10. — Eretitels

Art. 28. De kabinetschef kan bij besluit van de Regering gemachtigd worden tot het voeren van de eretitel van zijn functies op voorwaarde dat hij ze ten minste twee jaar heeft uitgeoefend.

Voor de berekening van die twee jaar kan de Regering rekening houden met de duur van de functies die de kabinetschef zonder onderbreking heeft uitgeoefend bij de federale Regering of een andere overheid.

Afdeling 11. — Kabinetswijziging

Art. 29. § 1. Aan het einde van een legislatuur of bij een kabinetswijziging, om te zorgen voor een harmonische overdracht van bevoegdheden, zal een cel in dienst worden gehouden in elk ministerieel kabinet tot de boedelbeschrijving of de aflegging van de rekeningen (maximum één maand). Die cel bestaat uit :

- de kabinetssecretaris of de afgevaardigde-ordonnateur;
- de buitengewoon rekenplichtige;
- de contactpersoon informatica of één uitvoerend personeelslid;
- één chauffeur.

§ 2. Er wordt vastgesteld dat :

- de afgevaardigde-ordonnateur tijdens deze periode zijn prerogatieven bewaart voor alle uitgaven die vóór de ministeriële wijziging vastgelegd zijn;
- die afdeling blijft beschikken over een kabinetsvoertuig;
- de besluiten waarbij een einde wordt gemaakt aan de functies van de leden van voornoemde cel, de toekenning van forfaitaire vertrektoelagen inbegrepen, door de intredende Minister worden ondertekend;
- de andere personeelsleden van het kabinet uiterlijk bij de eedaflegging van het (de) nieuwe Regeringslid (leden) ontslag zullen nemen door toedoen van de aftredende Minister.

§ 3. De wijze van overname en overgave die vast te stellen zijn tussen de ministeriële kabinetten op het einde van de legislatuur of bij ministeriële herschikking worden per rondzendbrief door de Minister-President geregeld.

§ 4. De diensten van de Regering maken de plaatsbeschrijving op in hoedanigheid van technische adviseurs en zien toe op de werkzaamheden die uit te voeren zijn in de lokalen waar de ministeriële kabinetten gevestigd zijn.

Afdeling 12. — Toezicht

Art. 30. Het Secretariaat van de Regering moet toezicht houden op de samenstelling van de ministeriële kabinetten. De betrokken kabinetten moeten een behoorlijk gedagtekend eensluidend afschrift van elk besluit in verband met hun personeelsleden overmaken aan de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden (SePAC), die het visum van de Regeringssecretaris moet vragen. Die laatste viseert en stempelt de besluiten af en zendt ze door naar de SePAC, die de bezoldigingen pas na ontvangst van de geïmprimeerde besluiten zal uitbetalen.

Afdeling 13. — Het personeel van de diensten van de Regering
aangewezen om van het kabinet van een lid van de Regering van een andere overheid deel uit te maken

Art. 31. De personeelsleden van de diensten van de Regering kunnen van het kabinet van een lid van de Regering van een andere overheid deel uitmaken met de voorafgaande toestemming van de Minister van Ambtenarenzaken en het advies van de functioneel bevoegde minister.

De toestemming gebeurt op voorwaarde dat de Koning een reglement heeft uitgevaardigd houdende bepaling van de nadere regels voor de terugbetaling van de bezoldiging van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden die aangewezen zijn om van het kabinet van een lid van de federale Regering deel uit te maken.

Art. 32. De bezoldiging van de in artikel 31, eerste lid, bedoelde personeelsleden wordt uitbetaald door de diensten van de Regering.

De terugbetaling van de bezoldiging gebeurt bij de Schatkist op grond van een driemaandelijks overzicht opgemaakt aan het lid van de Regering van de betrokken overheid door de Regeringsdiensten.

De terugbetalingsaanvraag wordt ingediend in het begin van elk kwartaal voor het vorige kwartaal.

De bezoldiging van de personeelsleden van de Diensten van de Regering die gedetacheerd zijn naar het kabinet van een lid van de Franse Gemeenschapsregering, geeft geen aanleiding tot terugbetaling.

Art. 33. Artikel 5, § 1, is toepasselijk op de personeelsleden van de Regeringsdiensten die gedetacheerd zijn naar het kabinet van een lid van de Regering van een andere overheid.

Afdeling 14. — Slotbepalingen

Art. 34. Het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering wordt opgeheven.

Art. 35. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2005.

Art. 36. De ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 juni 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid en Sociale Actie,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN